

# À la colère des Gilets jaunes Ce qu'un gouvernement digne de ce nom devrait faire

| Jacques Cheminade, le mardi 4 décembre 2018

Votre mouvement se bat pour un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, qui est le principe constitutionnel de notre République.

Ce qu'un gouvernement digne de ce nom devrait faire, c'est agir en vertu de ce principe. Cela n'a pas été fait depuis notre soumission à une Europe et à un monde de l'argent. Votre combat rompt la fatalité et crée les conditions pour faire émerger un projet commun.

Notre défi est de faire vite, car il y a urgence, et d'aller au fond des choses, jusqu'au cœur de l'injustice.

Tout d'abord, pour répondre à vos justes demandes :

**1** Annulation des hausses de taxes sur les carburants, tant celles appliquées en 2018 que celles prévues pour le 1<sup>er</sup> Janvier 2019. Annulation et pas simplement moratoire : c'est la réponse immédiate à ceux qui tentent de mettre la « transition énergétique » sur le dos de tous ceux qui ont besoin de leur voiture pour travailler, du fioul pour se chauffer et du gazole non routier pour leurs tracteurs.

**2** Hausse du SMIC mensuel net pour 35 heures, après déduction de la CSG et CRDS, à 1 400 euros, dont une augmentation tout de suite à 1 300 euros. Il s'agit d'une hausse justifiée d'environ 20% et 10% respectivement,

moindre que celle de 35% décidée après les conclusions de Grenelle de mai 1968. Dans ce contexte, aucun revenu, y compris toutes les pensions, ne pourra être inférieur au seuil de pauvreté porté à 1 100 euros net. Ces hausses stimuleront la demande de biens et de services. Elles devront bien entendu s'accompagner de mesures de soutien aux petits patrons, à définir avec eux.

**3** Compensation pour l'Etat par un rétablissement de l'ISF sur les revenus financiers et une véritable lutte, avec plus de moyens, contre l'évasion fiscale.

**4** Réexamen de toute la politique de transition énergétique, qui ne doit en aucun cas être punitive pour les moins aisés et qui doit tenir compte de la réalité :

le diesel actuel émet beaucoup moins de CO<sub>2</sub> et les concentrations d'oxyde d'azote et de particules ont fortement baissé.

Ne pas jeter sur la voie publique svp



CC BY-NC-ND 2.0 - NightFlightToVenus



Ensuite, aller aux causes profondes de la politique actuelle, qui est anti-sociale et anti-travail :

**1** Redonner priorité au financement des infrastructures, des entreprises productives, des services publics, de l'école, de l'hôpital et du laboratoire, tout ce qui est nécessaire pour équiper l'Homme et la nature.

**2** Pour cela, ôter le pouvoir que les marchés financiers, la City, Wall Street et leurs collaborateurs français exercent sur l'économie, nous conduisant au désastre économique et social. Votre politique est celle du bien commun, donc à l'opposé des « féodalités financières ». L'Union européenne et le gouvernement actuel sont devenus les courroies de transmission de ces féodalités. Il faut couper les courroies ! Sans sauter dans le vide mais pour redémarrer sur d'autres bases.

**3** Arrêter de soutenir les banques et les sociétés d'assurance qui spéculent sur ces marchés financiers et détruisent la société humaine. Cela veut dire assainir, en rendant à l'Etat sa souveraineté monétaire perdue : il ne doit plus aller sur les marchés se faire financer par les banques mais doit retrouver le contrôle de l'émission de crédit. Une politique de séparation bancaire coupera le cordon ombilical entre l'Etat et les banques d'affaires qui jouent sur les marchés financiers.

**4** Cet assainissement étant effectué, on pourra passer sans inflation à l'émission de crédit public pour financer, à des taux d'intérêt raisonnables, des entreprises qui travaillent pour le bien commun, et non des spéculateurs. Une banque nationale, avec des représentants du peuple et non seulement des « experts financiers » au sein de son conseil d'administration, sera

la locomotive et la tour de contrôle politique de cette mobilisation.

**5** Ce ne sont pas les sociétés du CAC40 et les hyper-métropoles qui créent le plus d'emplois ; l'argent public doit aller vers les collectivités territoriales, les PME et les ETI qui, elles, le font sur tout le territoire. Il faut rétablir une politique d'aménagement du territoire, qui rapproche création d'emplois et logements disponibles.

**6** Bien évidemment, la France et nous-mêmes ne pouvons pas le faire tout seuls. Il faudra nous mobiliser pour un nouvel ordre économique et monétaire international, gagnant/gagnant, et qui ne soit pas comme aujourd'hui une table de jeu où les gagnants raflent toute la mise et nous mènent à la guerre.



Bien entendu, ce sont des pistes que j'ouvre ici. Aucun projet ou programme ne peut tomber du ciel. Des « Sociétés d'amis », comme à la veille de la Révolution française mais en beaucoup mieux grâce à Internet et aux réseaux sociaux, doivent se réunir pour en discuter.

C'est dans ce dialogue productif que se trouve aussi la meilleure défense pour contrer et arrêter tous ceux qui jouent le pourrissement et isoler les casseurs de tout bord.

Bien entendu, c'est à vous, Gilets jaunes, d'organiser un mouvement de colère qui doit devenir une lame de fond positive. Répétons-le, rien ne peut tomber du ciel. Mais toutes les forces de changement doivent se rassembler : l'unité dans la multiplicité, le respect mutuel pour les idées, c'est ce qui nous permettra de gagner, au delà de nos propres espérances.